



diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1925 - 10 novembre 1994 - 5 F

D 1925 **EL SALVADOR** : DÉTÉRIORATION DU CLIMAT POLITIQUE POUR LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Le 24 avril 1994 Armando Calderón Sol, du parti de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA) était élu président de la République avec 49,26 % des voix, et avec un taux général d'abstention de 47 % (cf. DIAL D 1868). Aux élections législatives et municipales qui se déroulaient en même temps, l'ARENA emportait respectivement 39 sièges sur 84, et 211 mairies sur 262. Le président Calderón était investi le 1er juin suivant.

Le nouveau gouvernement se mettait en place dans un climat politique de déroute généralisée pour tous les partis sans exception. Analyse ci-dessous tirée de la revue nicaraguayenne *Envío* d'octobre 1994 (texte quasi intégral).

Note DIAL

L'IMPLOSION DES PARTIS ET L'EXPLOSION DE LA CORRUPTION

par Juan Hernández Pico, sj

Crise au PDC

La Convention extraordinaire du Parti démocrate chrétien (PDC), convoquée pour la première quinzaine de septembre en vue d'une restructuration de sa commission politique transitoire, s'est terminée de façon indigne, sous le signe de la violence entre les partisans de Fidel Chávez Mena et ceux d'Abraham Rodríguez. Les premiers se sont imposés et ont laissé le parti dans un état de crédibilité de plus en plus faible.

Le cas du PDC n'est pas exceptionnel. C'est dans tous les partis que se produisent des restructurations agitées, des coups d'éclat et des problèmes complexes.

Crise à l'ARENA

L'Alliance républicaine nationaliste (ARENA) régnait dans une espèce de ciel politique sans les habituelles passions de la désunion, ou alors des passions parfaitement maîtrisées, quand Kyrio Waldo Salgado, directeur d'un des centres idéologiques du parti, l'Institut liberté et démocratie (ILYD), a annoncé pour le mois d'octobre une assemblée de ses membres pour étudier l'hypothèse d'un nouveau parti politique "*qui ne trahisse pas les attentes*" des Salvadoriens.

La déclaration a jeté la panique dans le parti étant donné que Salgado et l'ILYD avaient apporté pendant la campagne électorale de Calderón Sol leur soutien le plus inconditionnel. En septembre, Kyrio Waldo Salgado - un des personnages les plus sinistres de la droite salvadorienne - armé de documents confidentiels probants, a pointé ses canons sur de hautes personnalités du parti de l'ARENA en les accusant de comportements corrompus au gouvernement.

Au terme de la Convention de l'ARENA réunie pour l'élection du nouveau comité exécutif national (COENA) et surtout pour le remplacement de son président Calderón Sol, en raison de son incompatibilité avec la charge de président de la République, celui-ci a été remplacé par Juan José Domenech, président de ANTEL. Mais avec ce dernier les divisions pourraient s'agrandir.

Crise au FMLN

Alors que le président de la République prenait la parole pour la première fois devant l'Assemblée générale de l'ONU, des anciens membres de la défense civile, de la garde nationale et des patrouilles cantonales - désormais supprimées - qui se présentaient sous le parapluie de l'Association des démobilisés de la force armée (ADEFAES), ont occupé l'Assemblée nationale et pris plusieurs députés en otage. Les parlementaires ont été libérés quatre jours plus tard grâce à la médiation de ONUSAL¹.

Le dirigeant de l'ERP² et du FMLN³, Joaquín Villalobos, a accusé l'ultra-droite et les FPL⁴ ("l'ultra-gauche") d'avoir organisé l'occupation de l'Assemblée car - d'après lui - les FPL n'ont aucun intérêt au fonctionnement des institutions du pays. Villalobos s'est présenté au siège de l'ARENA pour y accueillir les députés de ce parti au moment de leur libération; l'un de ces derniers a déclaré: "*Joaquín est ici pour y rester*".

Eduardo Sánchez, de la RN⁵, secrétaire de l'Assemblée nationale et également membre de la direction du FMLN, s'est dit d'accord avec Villalobos et ses accusations. Cela a provoqué la colère des FPL, du PC⁶ et du PRTC⁷.

La division semble consommée, et elle sera irréversible si ses dirigeants actuels continuent de garder effectivement le pouvoir dans leurs organisations.

Crise au PCN et à la CD

La crise est également réelle au Parti de conciliation nationale (PCN), avec la démission d'un de ses dirigeants les plus importants, l'ancien député Rafael Morán Orellana. Il semblerait que le cœur du problème réside dans l'incapacité du PCN à agir par lui-même et dans sa réputation d'être un appendice de l'ARENA, dont il est totalement dépendant.

Enfin, le parti de la Convergence démocratique (CD) est lui aussi ouvertement en crise. Cela tient au fait de sa très faible représentation à l'Assemblée nationale, et surtout à la distance prise par Rubén Zamora⁸ par rapport au parti. Entre autres signes, le bureau de Zamora ne se trouve pas au siège de son parti, mais dans un autre lieu, ce qui souligne son indépendance en tant que figure politique.

Le point de vue de Rubén Zamora

Devant un tel éclatement à l'intérieur des partis, plus soucieux de leurs tensions internes que désireux de contribuer par des propositions globales ou sérielles à une meilleure conduite des affaires du pays, Rubén Zamora, ancien candidat de la Coalition de gauche aux dernières élections, a donné à Envío son interprétation des actuels événements politiques en El Salvador.

¹ Mission de l'ONU en El Salvador (NdT).

² Expression rénovatrice du peuple, anciennement Armée révolutionnaire du peuple, mouvement de guérilla (NdT).

³ Front Farabundo Martí de libération nationale, ancienne coalition de cinq mouvements de guérilla (NdT).

⁴ Forces populaires de libération, ancien mouvement de guérilla (NdT).

⁵ Résistance nationale, ancien mouvement de guérilla (NdT).

⁶ Parti communiste (NdT).

⁷ Parti révolutionnaire des travailleurs centro-américains (NdT).

⁸ Sur cette personnalité politique, cf. DIAL D 1288 (NdT).

Zamora estime que les élections de 1994 marquent la fin de la période de guerre dans le pays, période qui avait commencé voici vingt-deux ans avec la fraude électorale de 1972 pour empêcher la victoire de la coalition de l'UNO⁹ et de son candidat Napoleón Duarte. Les élections de 1994 ont été plutôt équitables: la marge de fraude - selon Zamora on en pouvait pas encore exiger une propreté totale - a été compensée par le net avantage obtenu par les vainqueurs: l'ARENA et Calderón Sol.

Nous sommes en présence d'une société qui a perdu son dynamisme politique, et d'une crise profonde des outils habituels en politique: les partis et les mouvements de la société civile. Des outils apparemment dépassés, après l'opportunité que l'histoire leur avait offerte en El Salvador. L'histoire aurait marché plus vite qu'eux.

Des créations de la guerre

Ce qui serait en fait en train de se passer - poursuit Zamora - c'est que la guerre ne serait pas encore définitivement une affaire classée pour les partis et les mouvements. Par ailleurs les partis sont constitutionnellement "*les seules voies d'accès au pouvoir d'État*". Mais resteraient inaccessibles au pouvoir politique les associations communales, les mouvements de citoyens et les candidatures indépendantes. Dans le cadre du plan de lutte contre la subversion, la Constitution salvadorienne visait en effet à retirer à la guerre toute légitimité comme voie d'accès possible au pouvoir. C'est la raison pour laquelle elle a restreint cette légitimité à celle que retireraient les partis de la joute électorale.

Dans un tel cadre, les partis seraient en train d'implorer car ils seraient des "*créations de la guerre*", incapables de mettre en oeuvre de nouvelles formes d'action politique en temps de paix. Zamora s'est ensuite livré à une application de cette grille d'analyse à chacun des partis politiques.

(...)

Une totale légitimité ?

A l'évidence, la guerre a été une structure qui a favorisé la corruption. Mais le poids en soi de la guerre ne suffit pas à expliquer la crise de la politique en El Salvador et la corruption qui en résulte. Dans le point de vue de Zamora, c'est le présupposé de départ qui est le point faible du raisonnement. En effet les élections de 1994 - le présupposé de départ - n'ont pas redonné toute sa légitimité au système politique: le mode électoral n'a pas été totalement épuré, la violence structurelle et le climat de peur qu'elle engendre n'ont pas permis à la liberté de vote de s'exercer pleinement. Par ailleurs les propositions des partis n'ont pas suscité l'intérêt de la moitié de la population.

Malheureusement, mais réellement, c'est la guerre qui a permis de changer par les armes la situation nationale. Aujourd'hui, la paix revenue, l'État est en train de montrer son peu de capacité à changer les choses, et l'opposition ne parvient pas à trouver les voies qui lui permettraient de faire pression, grâce à des propositions propres à rectifier les plans défectueux du gouvernement élaborés sous la pression du pouvoir économique transnational. Si la guerre constituait une condition favorable pour la corruption, il en est de même pour la paix impuissante.

Le gouvernement de Napoleón Duarte¹⁰ avait été accusé d'avoir toléré la corruption du parti au pouvoir, le PDC. L'ARENA est arrivé au pouvoir sous le drapeau de l'honnêteté administrative. Mais au cours de ses deux dernières années de gouvernement, le président Cristiani, en période de paix revenue, n'a pas trouvé d'autre remède que de constituer une commission d'enquête sur la corruption. Les résultats de cette commission n'ont jamais été rendu publics par Cristiani.

⁹ Union nationale d'opposition qui, aux élections du 20 février 1972, s'est vue frustrée au profit du colonel Molina, du Parti de conciliation nationale. Cf. DIAL D 30, 44, 45 et 50 (NdT).

¹⁰ Président de la République de 1984 à 1989 (cf. DIAL D 1042), date à laquelle lui succédera Alfredo Cristiani (cf. DIAL D 1409) (NdT).

L'ARENA corrompu

Calderón Sol¹¹ a inscrit dans ses grands objectifs le combat contre la corruption. Voilà qu'à quelques mois seulement de son gouvernement, surgissent les accusations de Kyrio Waldo Salgado contre lui.

Il accuse le ministre de l'agriculture - venant immédiatement après le vice-président sur la liste de succession à la présidence de la République et, selon certains, candidat de Calderón Sol à la présidence du parti de l'ARENA - d'avoir manipulé les taux de taxation au détriment des importateurs de riz rivaux de sociétés dans lesquelles il aurait des intérêts.

Il accuse le ministre des finances de lancer ses inspecteurs polyvalents contre une société d'importation de voitures pour favoriser d'autres sociétés proches du gouvernement. Il accuse le frère de l'actuel ministre des finances (qui était vice-ministre dans le précédent gouvernement) d'avoir fraudé le fisc pour des millions de colons.

Il accuse le président de ANTEL, membre éminent de l'ARENA et propriétaire d'une chaîne de supermarchés, d'avoir fraudé le fisc. Il accuse rien moins que l'ancien président Cristiani d'avoir détourné vers son réseau de pharmacies des chargements de médicaments destinés aux forces armées.

La Cour des comptes doit procéder à des audits dans les municipalités et les institutions autonomes de l'État pour mettre le doigt sur des trous financiers dans nombre d'entre elles, parfois de plusieurs millions de colons comme dans le cas de la Compagnie électronique du Rio Lempa (CEL) dont l'ancien président, le colonel de réserve Sigifredo Ochoa Pérez¹², est le seul actuellement en procès. Aucune marionnette ne conserve sa tête.

La raison majeure

L'ampleur de la crise permet de mieux expliquer la tendance structurelle d'accentuation de la corruption. Un État toujours plus impotent et chaque fois plus disposé à accepter les contraintes transnationales à son pouvoir, ainsi qu'une opposition démunie de tout projet alternatif ou correctif de la situation actuelle, tout est réuni pour enlever à la politique son attrait principal et pour la jeter dans les bras de ce qui l'accompagne en permanence: la corruption de l'argent. Les bases sont posées pour un échec de la politique, celle que fait le gouvernement et celle que ne rectifie pas l'opposition.

Zamora dirait qu'en El Salvador l'histoire a devancé les hommes politiques. Mais en réalité, même dans les situations historiques les plus difficiles, ce sont toujours les hommes qui font l'histoire. Ou bien ils se rebellent contre les conditions qui, aujourd'hui plus que jamais, favorisent la corruption, ou bien ils s'y adonnent. Pour l'heure, en El Salvador, il y a beaucoup trop d'hommes politiques qui ont fait le second choix, à savoir l'abandon pur et simple.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441

¹¹ Le nouveau président de la République élu en 1994 (NdT).

¹² Ce colonel s'était rendu célèbre en 1982 par ses coups d'éclat dans les milieux militaires. Cf. DIAL D 834 (NdT).